

12 engagements pour une politique migratoire européenne solidaire, favorisant la paix dans le monde

● En 2017, 500 associations locales et nationales écrivent au Président de la République pour l'interpeller sur les politiques migratoires de la France et de l'UE.

● Début 2018, sans réponse, elles lancent les États Généraux des Migrations : 106 Assemblées Locales, composées de 1 600 associations locales et nationales, représentant plusieurs centaines de milliers d'adhérents, ont :

- organisé 200 rencontres dans 76 départements
- produit 87 cahiers de doléances, déposés en Préfecture et rassemblés dans un document national (éditions des Cahier de l'Inacceptable et Cahier des Alternatives)

● Le 27 mai 2018, les États Généraux des Migrations produisent un Manifeste qui :

- condamne fermement la Loi Asile et Migrations
- reconnait la pertinence des solutions d'accueil mises en œuvre dans les territoires
- propose une autre politique migratoire pour la France et l'UE

www.eg-migrations.org

Les élections européennes du 26 Mai 2019 sont l'occasion de sauver l'Europe, de redéfinir un projet humaniste et solidaire, pour réduire les inégalités et accroitre la Paix mondiale.

Tout le monde y a intérêt : que l'on soit migrant ou citoyen européen. Pour cela, les États Généraux des Migrations demandent aux candidats de mettre en œuvre, durant tout leur mandat, les 12 engagements proposés au verso.



POURQUOI ? Ou la Mémoire oubliée.

L'Union Européenne, au delà de sa dimension économique, est porteuse d'un projet de collaboration et d'ouverture entre ses pays, notamment à la suite des deux guerres mondiales qui ont engendré des millions de réfugié.e.s déplacé.e.s… Pourtant, depuis plus de 30 ans elle est devenue, par ses politiques migratoires, une région du monde qui se ferme à l'altérité, bannit le droit d'asile, favorise et finance les pires atrocités dans les pays qui la bordent (rétention arbitraire, prisons privées, développement de l'esclavage, viols, mutilations…).

Où est la mémoire ? Que sont devenus les européens eux-mêmes ?

Les migrations sont une des conséquences de l'échec de la décolonisation, de la mondialisation (pillage des ressources) et de la forte croissance des inégalités internationales.

Les solidarités nationale, européenne, internationale, qui caractérisaient l'esprit de l'UE, ne font plus partie de son projet aujourd'hui. Cela mène les pays européens et leurs populations vers des dérives racistes, égoïstes, fascisantes.

Pourtant, c'est l'Europe qui est bénéficiaire des migrations, pas les pays d'origine. A chaque fois, ce sont les pays d'accueil qui bénéficient d'impacts sociaux, économiques, fiscaux, culturels positifs… Pendant que les pays d'origine peuvent être lourdement pénalisés en subissant le départ des jeunes actifs, la fuite des cerveaux, la dévitalisation sociale locale…

LE 26 MAI 2019, N'OUBLIONS PAS :

En 1953, le Conseil de l'Europe a écrit la convention européenne des droits de l'homme : interdiction de l'esclavage et de la torture, droit à l'éducation et à la formation, liberté de réunion et d'expression… L'Union Européenne d'aujourd'hui doit assumer la responsabilité, devant l'humanité, de faire vivre cette déclaration, de l'appliquer, de la partager chaque jour et partout dans le monde.

Pour les États Généraux des Migrations, l'Union Européenne c'est une Europe solidaire, humaniste, animatrice du changement mondial, ouverte, accueillante. Ou, sinon, elle n'est pas.

Agir pour les migrant.e.s, c'est aussi agir pour les Européens. Car c'est choisir la Paix et la Fraternité dont nous avons tous besoin.

Défendre les migrants c'est aussi sauver l'Europe !

« Quand on accueille bien, cela se passe bien. »

« Si nous fermons la porte, c'est nous-mêmes que nous enfermons. »

« Il n'y a pas d'étrangers sur la Terre ! »

► 12 engagements pour une politique migratoire européenne solidaire favorisant la paix dans le monde

1 Promouvoir et financer uniformément au sein de l'UE, les conditions d'un accueil digne et inconditionnel et une intégration sociale et citoyenne des exilé.e.s avec ou sans papier (hébergement, nourriture, vêtement, santé, langue, accès aux droits et au travail). La stratégie des États de précariser les migrant.e.s au quotidien et de dégrader leurs conditions de vie pour les convaincre de repartir est inadmissible et constitue des freins à l'intégration, à la santé physique et psychique et à la cohésion sociale.

2 Assurer la protection, l'éducation, la formation des Mineurs Non Accompagnés et des Jeunes Majeurs qui arrivent en Europe. Au même titre que celles des jeunes européens.

3 Abroger le Règlement de Dublin et permettre le libre choix du pays où les exilé.e.s souhaitent déposer une demande d'asile, conformément à l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme. Le règlement Dublin délègue la responsabilité de l'examen de la demande d'asile au premier pays qui a accueilli le refugié. Il confère ainsi aux pays à la frontière extérieure de l'Union Européenne, une responsabilité plus grande dans la gestion des réfugiés et déresponsabilise les pays du Nord, ce qui est source de conflits entre pays européens et favorise la montée des mouvements d'extrême droite. Le système Dublin est coûteux, absurde et inefficace, arrêtons le ballotage stressant et inutile : en 2016 la France a dû accepter le retour d'autant de migrants dublinés qu'elle en a expulsés !



4 Supprimer la répression, le renvoi des migrants et le renforcement des frontières et promouvoir des voies d'accès légales et sures au territoire européen pour que les personnes puissent migrer sans risquer leurs vies.

5 Assurer le sauvetage, la protection et la mise à l'abri inconditionnel des exilé.e.s en danger, durant leurs séjours dans les pays européens et les pays, mers ou montagnes qu'ils traversent. Conformément au code international maritime et aux valeurs du secours en montagne. Les frontières internes à l'UE doivent être démilitarisées et permettre la libre circulation des personnes au sein de l'UE, tandis que la lutte contre les réseaux de trafics humains doit être renforcée.

6 Harmoniser le droit d'asile par le haut, le faire respecter par chaque pays au même titre que les grands principes démocratiques que porte l'UE.

7 Approuver et mettre en œuvre le « Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières » et ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de l'ONU de 2003. Les pays de l'UE doivent les prendre comme références et les considérer comme obligation mutuelle. Les expliquer auprès des populations dans un effort de pédagogie pour accroitre la solidarité et la fraternité.

8 Stopper immédiatement tout partenariat d'externalisation des frontières notamment avec les pays non démocratiques (Turquie, Libye, ...). Stopper les accords de réadmission et les chantages diplomatiques indignes. Aujourd'hui, l'UE finance 35 pays pour qu'ils retiennent, chez eux, et refoulent dans leurs pays, les personnes migrantes souhaitant rejoindre l'Europe. L'UE n'est pas regardante sur la manière dont ces pays traitent les migrant.e.s : ces 35 pays présentent TOUS des risques élevés pour l'exercice des Droits Humains. Les migrants arrivés difficilement en Europe témoignent des sévices qu'ils y ont subis : camps sauvages sans aucune condition d'hygiène, prisons privées, camps de concentration, racket, torture pour faire payer des rançons aux familles...

9 Stopper la subordination de l'aide au développement, aux politiques anti-migratoires imposées par l'UE aux pays d'origine. Et arrêter toutes les ventes d'armes et le soutien aux répressions des populations dans les pays que fuient et traversent les exilé.e.s. Consacrer ces budgets au développement international solidaire.

10 Promouvoir de réelles et ambitieuses politiques multilatérales de coopération, d'éducation et de solidarité pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable de l'ONU, pour l'application de la COP 21, pour la formation et l'éducation populaire, pour le développement démocratique, pour la réduction des inégalités, seul moyen de réduire les facteurs structurels (réchauffement climatique, corruption, autoritarisme, conflits, inégalités croissantes...) poussant les migrant.e.s à quitter leur pays.

11 Faciliter les migrations et donner des droits aux réfugié.e.s climatiques, sanitaires et socioéconomiques qui fuient les conditions inhumaines, les inégalités, le manque de santé et d'avenir dans leur pays. Selon le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés le nombre de réfugiés climatiques (essentiellement dans les pays du Sud) sera de 200 à 250 millions d'ici 2050. Les réfugié.e.s « climatiques» et socio-économiques doivent être protégés car ils sont persécutés par des choix qui ne sont pas les leurs, mais ceux des pays et groupes qui dominent l'économie.

12 Protéger les personnes solidaires qui viennent en aide aux migrant.e.s, dans tous les pays membres et dans les pays tiers. Supprimer le « délit de solidarité » en tout point de l'Union Européenne.

Je suis CITOYEN européen

Je vote le 26 mai et je demande instamment aux candidats d'adopter les 12 engagements ci-dessus. Je signe la pétition « je suis citoyen »

www.petitions24.net/je_suis_citoyen_europeen_je_demande_aux_candidats_dadopter_les_12_engagements_pour_une_europe_solidaire_et_fraternell

Je suis CANDIDAT aux élections européennes du 26 mai 2019.

Je m'appelle : J'habite en (région) :

- Je m'engage à construire une U.E digne et accueillante envers les exilé.e.s
- Je m'engage scrupuleusement à mettre en œuvre les 12 engagements sus cités, durant l'ensemble du mandat.

À : le : Signature :

A retourner à l'Assemblée Locale EGM la plus proche
ou à EGM c/o Emmaüs France 47 avenue de la Résistance, 93100 Montreuil

+ Je signe les 12 engagements sur la page internet « je suis candidat » :
www.petitions24.net/je_suis_candidat_aux_elections_europeennes_et_je_mengage_a_agir_pour_une_politique_migratoire_solidaire_et_fraternelle

Aidez-nous à diffuser ces engagements : distribuez-les durant la campagne, pendant les réunions publiques, publiez les sur vos réseaux sociaux...

- Téléchargez le 4 pages « Élections Européennes : l'argumentaire »
- Utilisez les outils et kit de mobilisation sur **eg-migrations.org**



Imprimé par Etats Généraux des Migrations EGM | Contact : elections-ue@eg-migrations.org